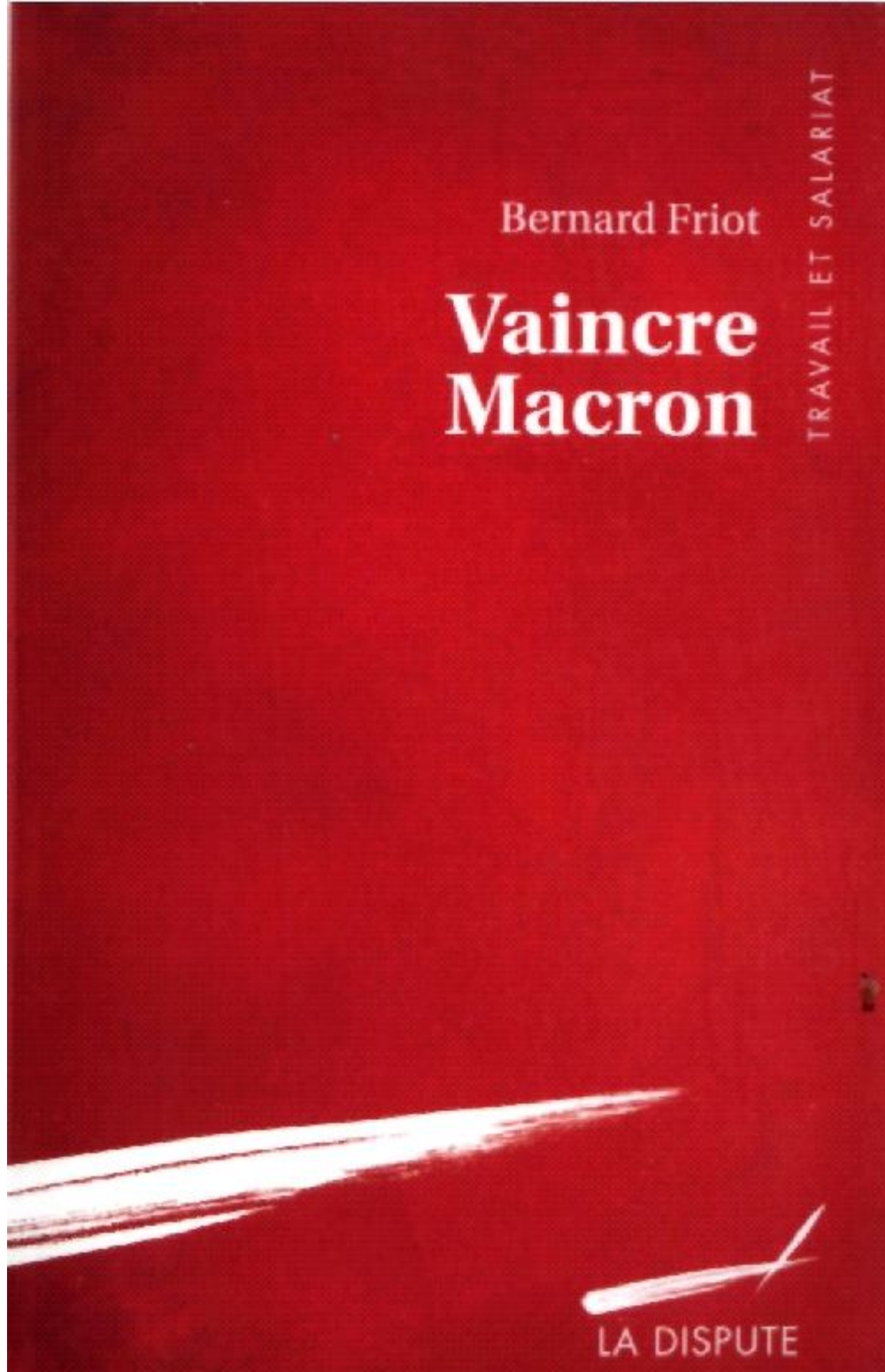


Chers amis,

Il y a quelques années, en juin 2010, j'ai découvert **Franck Lepage** (dans [une magnifique émission de Daniel Mermet](#)), et Franck m'a fait ensuite découvrir le travail formidable de **Bernard Friot**. Depuis, nous sommes devenus amis tous les trois et je trouve que Bernard progresse sans cesse (Franck aussi, d'ailleurs) : son discours est de plus en plus précis et pénétrant, son diagnostic et sa proposition sont de plus en plus puissants, de mieux en mieux argumentés.

Si vous ne connaissez pas cette alternative, c'est le moment de la découvrir, avec ce nouveau livre (petit et pas cher) qui en propose une synthèse très claire. Il s'intitule « Vaincre Macron » (je n'aime pas trop ce titre) mais il dépasse bien sûr (de loin) les problèmes de personnes et vise le cœur (les institutions) du système dit « capitaliste » : décider QUI est légitime pour attribuer la VALEUR économique ?

- Je reproduis ici sa courte introduction, que je trouve puissante, ainsi que son plan.
- Je vous signale ensuite la vidéo d'une bonne conférence où Bernard décrit l'essentiel de son nouveau livre.
- Je vous signale aussi [une conférence que Bernard donne ce soir, à Marseille, ainsi qu'un atelier qu'il anime demain après-midi](#).
- je vous rappelle enfin que l'association « Réseau salariat » a besoin de notre aide à tous pour continuer la bagarre.



<https://ladispute.athes.org/economietravail/vaincremacron>

Introduction

Pour vaincre Macron, il faut prendre la mesure de son entreprise. Et, pour cela, commencer par le commencement : le printemps des peuples tel qu'il jaillit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, comme en témoignent des documentaires comme *La Sociale* (1) ou *L'Esprit de 45* (2), et la réponse que lui oppose dès le début des années 1950 la construction de ce qui deviendra l'Union européenne. L'énergie que va déployer la classe dirigeante dans la constitution de cette dernière ne peut se comprendre que si on se libère de la lecture soporifique de la Libération qui en fait un moment de circonstances exceptionnelles ayant permis un meilleur partage des richesses entre le capital et le travail au bénéfice des travailleurs. Je montrerai qu'au contraire les lendemains de la Seconde Guerre mondiale sont une période révolutionnaire, c'est-à-dire un moment où le mode de production est mis en cause : ce qui se joue, ce n'est pas la répartition de ce qui est produit, mais la production elle-même et ses deux institutions essentielles, le régime de propriété de l'outil de travail et le statut du producteur. Le marché commun puis l'Union européenne vont être mis en place pour restaurer le mode de production capitaliste que les institutions révolutionnaires, créées après 1945, ont subverti.

Tant que l'on ne prend pas la mesure de cette subversion, soigneusement niée dans l'histoire officielle, on ne comprend pas la « réforme » que vont impulser les gouvernements réunis dans l'Union, en s'appuyant les uns sur les autres, à partir de l'Acte unique mis en musique par Jacques Delors, dans les années 1980. La partition française de la chose a été pour l'essentiel écrite par Philippe Seguin et Michel Rocard, entre 1986 et 1991. Les gouvernements qui leur succéderont vont l'interpréter instrument par instrument, avec une grande application et une grande constance, mais avec une médiocre ampleur de vue, liée aux escarmouches de l'alternance droite/gauche, que leur reprocheront le MEDEF et la CFDT. Aujourd'hui, avec la présidence d'Emmanuel Macron, la classe dirigeante se débarasse des pesanteurs de l'alternance, l'esprit du couple Seguin-Rocard est à nouveau à l'œuvre avec le caractère systématique de la réforme et son inscription dans les clous imposés par l'Union européenne. Le MEDEF et la CFDT applaudissent avec la retenue qui sied au partage des rôles entre les instances de l'économique et celles du politique.

À quoi s'attaque la réforme ? C'est l'objet du premier chapitre. Il est consacré au récit des prémices d'une institution communiste du travail telle que l'initient, en 1946, le Parti communiste et les militants de la CGT emmenés pour l'essentiel par les anciens de la CGT-Unitaire. « Communiste » - et c'est ainsi qu'on entend ce terme dans cet ouvrage - parce quelle est le chemin de sortie du capitalisme : le communisme ne se définit pas autrement qu'empiriquement, par les institutions d'une autre pratique de la valeur économique que l'action des travailleurs organisés parvient à imposer. Contre les institutions capitalistes de la valeur que sont la propriété lucrative, le financement de l'investissement à crédit, la rémunération des travailleurs au prix de leur force de travail, les militants construisent, comme je le montrerai : la copropriété d'usage de l'outil de travail, la subvention de l'investissement et le salaire à vie, en s'appuyant sur les acquis anticapitalistes de la codification du travail qui avait démarré au tournant du XX^e siècle, sous l'impulsion de la CGT et de la SFIO naissantes. Et leur dynamique ne s'arrête pas avec l'expulsion des ministres communistes en 1947 : les trois décennies suivantes connaîtront une consolidation substantielle des conquêtes de 1946. Pourquoi 1946 et non pas 1945 ? Pourquoi ces gros mots de révolution et de communisme ? Je m'en expliquerai, bien sûr. Mais j'alerte tout de suite le lecteur : ce premier chapitre interroge la fable de « 1945 », et les gros mots sont nécessaires pour refaire vivre l'histoire populaire révolutionnaire qui nous a été volée.

Le deuxième chapitre inscrit les initiatives d'Emmanuel Macron dans la « réforme » menée par la classe dirigeante depuis les années 1980. Il sort sa compréhension de l'impasse dans laquelle la mise l'invocation du néolibéralisme. Ce terme recouvre des interprétations différentes, mais leur dénominateur commun est l'absence de lutte de classes. Le capitalisme serait un « système » qui certes bouge pour se reproduire, d'où sa périodisation, mais, ses déplacements relèveraient d'une cause interne : épuisement du fordisme, baisse du taux de profit, caractère mortifère du fétichisme de la valeur, pour reprendre quelques-unes des explications avancées pour définir le néolibéralisme. Le postulat de la science sociale, fût-elle critique, est qu'il n'y a qu'une seule classe pour soi, c'est-à-dire consciente de ses intérêts et organisée pour les promouvoir : la bourgeoisie. Les travailleurs ne peuvent mener qu'un conflit de répartition : au mieux faire bouger le curseur à leur avantage dans la répartition de la « valeur », hypostasiée dans sa forme capitaliste de valeur d'échange. Dans cette perspective, la réforme ferait reculer les droits des travailleurs pour restaurer un partage de la « valeur » à l'avantage du capital. Je propose une tout autre interprétation : la réforme est une contre-révolution, qui vise à restaurer la pratique capitaliste du régime de propriété et du statut du producteur. Le deuxième chapitre s'intéresse surtout au statut du producteur.

Contre le statut communiste du producteur qui s'est affirmé fortement jusque dans les années 1970 - autour de la généralisation du salaire à la qualification attaché à la personne -, la classe dirigeante a entrepris, depuis les années 1980, de remplacer ce dernier par deux piliers de ressources sans lien avec la qualification : un premier pilier dit « non contributif » universel, forfaitaire, fiscalisé, dont la forme la plus aboutie est le revenu universel, et un second pilier « contributif » adossé au marché des capitaux, qui réassigne les travailleurs à la performance marchande en « sécurisant leurs parcours » à coups de comptes individuels, dont la forme la plus aboutie est le compte personnel d'activité (CPA). Sur cette base, elle tente aujourd'hui de faire revenir le travail à l'invisibilité qu'il subissait avant la conquête du code du travail en remplaçant ce dernier par le prétendu dialogue social.

Le dernier chapitre propose un chemin pour vaincre Macron. Le lecteur en devine d'emblée la boussole. La réponse offensive à une contre-révolution capitaliste ne peut être que la poursuite délibérée de la révolution communiste du travail : copropriété d'usage des entreprises par les salariés et pour cela subvention de l'investissement et salaire à vie. Il faut poursuivre la socialisation salariale de la valeur en doublant le montant des cotisations actuelles pour les affecter à la généralisation du salaire à vie et à la subvention de l'investissement, afin de rendre effectifs les droits économiques à attribuer

à chacun à sa majorité, car - et ce sera le point central du chapitre - les personnes doivent être titulaires de leur salaire et de leur outil de travail pour pouvoir réellement décider de la valeur économique.

Je ne sous-estime pas le changement de la culture militante qu'appelle un tel chemin communiste. Ou plutôt des deux cultures militantes qui s'opposent à la réforme. Celle de la gauche de gauche mène la riposte à la réforme en appelant les citoyens et les travailleurs à se mobiliser pour une bonne politique publique, pour un bon usage de l'argent par une bonne fiscalité, une bonne création monétaire et un bon crédit public, pour de bons pôles publics dans des secteurs d'activité décisifs. « Bon » signifie ici : permettant la mutation écologique de l'appareil productif, garantissant des droits d'intervention des travailleurs, assurant le partage du travail pour tous. L'autre culture militante, celle des alternatifs de l'ici et maintenant, se situe plutôt dans la dissidence avec le souci de démontrer qu'une production non capitaliste est possible malgré tout à l'échelon local, dans le souci du sens de ce qui est produit et de la façon dont il l'est. Ces militants sont défiants vis-à-vis des institutions de l'économie, qu'il s'agisse de la valeur, du travail, de la monnaie, et préconisent la décroissance en témoignant d'un mode de vie conforme à leurs convictions. Ces deux types de militance, qui souvent s'ignorent ou se méfient l'un de l'autre, sont de fait les deux pieds avec lesquels nous pouvons sortir du surplage de la défaite ou de la marginalité pour mettre en marche l'alternative communiste à la contre-révolution réformatrice. Mais cela ne sera possible que si les uns et les autres dépassent leur commune cécité sur le déjà-là communiste du travail : les premiers pour sortir d'une attente d'un salut venu de pouvoirs publics soutenus par une mobilisation militante et fonder leur riposte sur la poursuite de la conquête de droits économiques des travailleurs permettant leur souveraineté effective sur le travail, les seconds pour sortir de leur vision péjorative de l'économie, et travailler à l'affermissement d'institutions macrosociales du travail.

Vaincre Macron, faut-il le préciser, n'est pas séparable d'une victoire sur le Front national, ce joker que la classe dirigeante garde en main. Que cette classe en soit, aujourd'hui, à se découvrir au point de laisser tomber le masque de l'alternance entre le Parti socialiste et Les Républicains montre l'importance de l'obstacle qu'elle veut vaincre : le refus populaire de la façon dont elle organise la production. C'est au travail, c'est dans l'entreprise, c'est sur le terrain de la production qu'elle va gagner ou perdre. Sa force tient dans le sentiment très répandu qu'il n'y a pas d'alternative à ce qu'elle impose en la matière à des travailleurs exaspérés mais résignés. Vaincre Macron repose donc sur la capacité de transformer un refus populaire désarmé en adhésion à une pratique de changement de la production, de la recherche, de l'entreprise et du travail qui les sortira de l'ornière capitaliste, parce qu'elle fera des travailleurs eux-mêmes les décideurs de ce qui est produit : où, comment, par qui, avec quel financement, avec quelle place pour nos activités dans la division internationale du travail. Il n'y a pas besoin d'aller chercher cette pratique dans l'utopie, il faut généraliser et radicaliser ce qui est déjà-là : la copropriété d'usage de l'outil de travail par les intéressés sans soumission à des propriétaires lucratifs ; le salaire à vie qui, en libérant les personnes des aléas d'une rémunération liée à l'emploi ou au bénéfice, leur permet de prendre des initiatives et d'intervenir efficacement dans les décisions économiques ; la subvention de l'investissement ainsi débarrassé du chantage des prêteurs.

Retrouver la dynamique de ces institutions, mises en difficulté par la contre-révolution réformatrice, va nous faire renouer avec l'extension considérable du champ du travail qu'elles ont rendu possible en transformant en travailleurs productifs des fonctionnaires, des parents, des soignants, des retraités, des chômeurs : autant de catégories, notons-le, dont le travail productif laisse une empreinte écologique faible, ce qui montre que l'on peut étendre le champ du travail en harmonie avec le vivant, dès lors qu'on marginalise une production capitaliste indifférente jusqu'à la folie à la valeur d'usage de ce qui est produit. Il faut beaucoup plus de travail pour produire bio et c'est bien meilleur pour la poursuite de notre existence sur terre. Sortir le travail du carcan capitaliste est urgent pour la démocratie : le débat public sera pourri par la xénophobie tant que nous accepterons le mot d'ordre inadmissible du « partage du travail », qui suppose que le travail est en quantité limitée. Alors que si nous libérons la production de l'impasse productiviste capitaliste nous pourrions l'enrichir de l'apport de tous les travailleurs qui le désirent. Cet apport sera d'autant plus possible que les deux types de militance que j'ai évoqués auront comme souci commun de bénéficier de l'apport aigu de celles et ceux qui se vivent comme les indigènes de la République. Face à une bourgeoisie aujourd'hui rassemblée derrière Emmanuel Macron pour une contre-révolution à nouveau systématisée, seul trouvera le chemin de la victoire un salariat très ouvert qui se construira dans sa lutte pour poursuivre la révolution communiste de la production.

[...]

Lire la suite, passionnante, dans ce petit livre important :

1. Gilles Perret, *La Sociale*, Rouge Productions, 2016.
2. Ken Loach, *L'Esprit de 45*, Why Not Production, 2013.

PLAN

Introduction

Chapitre premier La révolution communiste du travail

1. La création conflictuelle du régime général de Sécurité sociale en 1946
2. Contrat de travail et salaire : des institutions anticapitalistes
3. Les prémices d'une production communiste à grande échelle

Chapitre 2 La réforme, une contre-révolution

1. Une institution du travail hors de toute qualification
2. Un droit de la personne hors de tout lien avec la valeur
3. L'invisibilisation du travail par le dialogue social

Chapitre 3 Poursuivre la pratique communiste du travail

1. Donner un nouvel horizon au travail
2. Attacher à la personne les droits de souveraineté sur la valeur
3. Centrer la démocratie sur le travail
4. Poursuivre le geste de création du régime général en 1946

Conclusion

Index des matières

• **Bernard sera ce soir, 18 novembre 2017, à Marseille**, Théâtre Mazenod, 88 rue d'Aubagne, à 18h30 :

Bernard Friot : Conférence gesticulée « Oui à la révolution communiste du travail »

<http://www.reseau-salariat.info/e81c434a9e3619ce650f74d507658ad3?lang=fr>

• **Bernard sera encore à Marseille dimanche matin, 19 novembre 2017**, Mars Media Lab (UrbanProd), 18 rue Colbert, de 14 h à 17 h :

Atelier-Formation sur le salaire à vie avec Bernard Friot

<http://www.reseau-salariat.info/dc0806b01b75deb0aa019bd0d5383f0d?lang=fr>

• Enfin, il faut signaler « Réseau Salariat », qui est la structure associative qui soutient le travail de Bernard Friot, et que nous devrions tous aider du mieux que nous pouvons :

<http://www.reseau-salariat.info/?lang=fr>

Voilà. Si vous ne connaissez pas Friot, vous devriez le découvrir, et le faire connaître autour de vous ☐

Amitiés.

Étienne.

Post scriptum : un dernier mot pour évoquer, sans la développer, la petite pointe de tristesse que je ressens toujours quand je vois ces amis chers (dont le trouve les idées importantes au point que je les

*intègre en profondeur dans mon propre travail) ne pas intégrer (du tout) dans leur propre analyse l'acti-
vité populaire constituante pour sortir de la prison juridique où nous sommes tous enfermés (depuis
que les riches nous ont imposé leur définition humiliante du « suffrage universel » : élire des maîtres au
lieu de voter les lois).*

Je garde cette tristesse au fond de moi, sans en rajouter ; je me dis que toutes les graines mettent du
temps à germer puis à pousser, et qu'il ne sert à rien de s'impatienter.

Fil Facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10155792661402317>